
ANNEXE VII

DÉTAILS DES FINANCES DE L'ONTARIO

SECTION I : RISQUES POSSIBLES, INDUCTEURS DE COÛTS ET PASSIF ÉVENTUEL

RISQUES ET SENSIBILITÉS LIÉS AUX CHARGES

Un des volets clés du plan financier de la province est de freiner la hausse des charges prévues dans ce plan à moyen terme. Cependant, un certain nombre de risques liés aux charges et d'inducteurs de coûts pourraient avoir une incidence sur le rendement financier de la province à moyen terme.

Un des principaux inducteurs de coûts influençant les perspectives de charges de l'Ontario est la demande à l'égard des programmes et services découlant de l'évolution des perspectives économiques et d'autres pressions exercées par l'utilisation des programmes et services. Celles-ci sont manifestes dans les secteurs de la santé et des services sociaux.

Comme on a amélioré l'information financière de la province dans le budget de 2006, les charges nettes des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges sont incluses dans les charges totales de l'Ontario. Par conséquent, tout écart par rapport à ces charges consolidées aura une incidence sur les résultats nets de la province.

Les sensibilités suivantes sont fondées sur les moyennes des charges dans les secteurs de programmes et pourraient varier selon la nature et la forme des risques éventuels.

Les risques et les sensibilités clés liés aux revenus prévus de la province qui pourraient découler de changements inattendus subis par la conjoncture économique sont décrits à l'annexe I, *Perspectives économiques et prévisions de revenus de l'Ontario*.

CERTAINS RISQUES ET SENSIBILITÉS LIÉS AUX CHARGES

Programme/Secteur	Hypothèse 2006-2007	Sensibilités 2006-2007
Santé	Croissance annuelle de 8,2 %	Variation de 1 % dans le secteur de la santé : 355 millions de dollars.
Hôpitaux	Croissance annuelle de 11,1 %	Variation de 1 % des charges nettes des hôpitaux : 165 millions de dollars.
Utilisation de médicaments	Croissance annuelle de 10 %	Variation de 1 % dans l'utilisation de tous les programmes de médicaments : 35 millions de dollars (personnes âgées et bénéficiaires de l'aide sociale).
Centres de soins de longue durée	75 500 lits de soins de longue durée	Le coût moyen de fonctionnement provincial d'un lit, déduction faite des revenus des quotes-parts versées par les pensionnaires, dans un centre de soins de longue durée est de 38 000 \$ par année. Une variation de 1 % du nombre de lits : 28 millions de dollars.
Soins à domicile	Plus de 17 millions d'heures de services d'aides familiales et de soutien	Variation de 1 % des heures de services d'aides familiales et de soutien : 4 millions de dollars.
	9 millions de visites par du personnel infirmier et des professionnels de la santé	Variation de 1 % des visites par du personnel infirmier et des professionnels : 6 millions de dollars.
Écoles élémentaires et secondaires	Effectif quotidien moyen : près de 2 millions d'élèves	Variation de 1 % de l'effectif : 160 millions de dollars des charges nettes des conseils scolaires.
Étudiantes et étudiants universitaires	327 000 étudiantes et étudiants à temps plein des premier, deuxième et troisième cycles	Variation de 1 % de l'effectif : 26 millions de dollars.
Ontario au travail ¹	Moyenne annuelle de 199 000 cas	Variation de 1 % de l'effectif : 17 millions de dollars.
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées ¹	Moyenne annuelle de 212 000 cas	Variation de 1 % de l'effectif : 24 millions de dollars.
Étudiantes et étudiants collégiaux	151 000 étudiantes et étudiants à plein temps	Variation de 1 % de l'effectif : 7 millions de dollars des charges nettes des collèges.
Intérêt sur la dette	Coût moyen d'emprunt prévu : environ 5,1 %	Variation de 100 points de base des taux d'emprunt : environ 250 millions de dollars.
Système correctionnel	3 millions de jours-détenus adultes par année	Coût moyen de 160 \$ par détenu par jour. Variation de 1 % des jours-détenus : 5 millions de dollars.

¹ Chiffres de 2005-2006.

COÛTS DE RÉMUNÉRATION

Les coûts de rémunération et les règlements salariaux constituent d'importants inducteurs de coûts et ont une incidence considérable tant sur les finances des partenaires du secteur parapublic que sur celles de la province.

Programme/Secteur	Coût de 1 % d'augmentation salariale	Taille du secteur
Paiements versés aux médecins dans le cadre de l'Assurance-santé de l'Ontario ¹	76 millions de dollars	Un peu plus de 22 000 médecins en Ontario, englobant quelque 10 900 médecins de famille et 11 335 spécialistes.
Infirmières et infirmiers dans les hôpitaux ²	44 millions de dollars	Équivalents temps plein : plus de 53 000 infirmières et infirmiers dans les hôpitaux.
Personnel des écoles élémentaires et secondaires ³	140 millions de dollars	Plus de 195 000 membres du personnel, y compris le personnel enseignant, administratif, de direction, de soutien et chargé de l'entretien.
Personnel des collèges ²	12 millions de dollars	Près de 35 000 membres du personnel, y compris le corps professoral ainsi que le personnel administratif, de soutien et chargé de l'entretien.
Fonction publique de l'Ontario ⁴	52 millions de dollars	Plus de 64 000 fonctionnaires.

¹ Perspectives de 2006-2007.

² Chiffres réels de 2005-2006.

³ Un pour cent d'augmentation des repères salariaux des Subventions pour les besoins des élèves en fonction de l'année scolaire 2006-2007.

⁴ Chiffres de 2005-2006; représentent les coûts totaux de rémunération.

PASSIF ÉVENTUEL

Outre les principaux risques économiques et sensibilités liées à la demande auxquels il est exposé, le plan financier est aussi assujéti à des risques découlant du passif éventuel du gouvernement. La réalisation ou non de ces obligations échappe au contrôle du gouvernement. Des pertes pourraient survenir à la suite de règlements judiciaires, de manquements dans le cadre de projets et de garanties de prêt ou de financement. Des provisions pour pertes ayant de fortes chances de se réaliser et dont on peut raisonnablement faire une estimation sont imputées au titre des passifs dans les états financiers de la province. D'importants passifs éventuels sont décrits ci-après.

ONTARIO NUCLEAR FUNDS AGREEMENT

La province a certaines responsabilités en matière de déclasserment et de gestion des déchets de combustion des centrales nucléaires. La province, l'Ontario Power Generation Inc. (OPG), une filiale appartenant entièrement à la province, et certaines filiales de l'OPG sont parties à l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA), qui vise à mettre sur pied, à financer et à gérer des fonds distincts de façon à pouvoir assumer les coûts de déclasserment des centrales nucléaires et de gestion des déchets de combustion des centrales nucléaires. Aux termes de l'ONFA, la province est tenue d'effectuer des paiements si les coûts estimatifs de gestion des déchets nucléaires dépassent les seuils établis pour un volume donné de combustible épuisé. En outre, la province garantit un rendement de 3,25 % au-dessus de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario pour le fonds de gestion des déchets de combustion des centrales nucléaires. Elle a également procuré une garantie provinciale directe à la Commission canadienne de sûreté nucléaire au nom de l'OPG jusqu'à concurrence de 1,5 milliard de dollars en ce qui a trait à la partie des obligations liées au déclasserment et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par les fonds distincts.

OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE

La province fournit des garanties de prêts au nom de diverses parties. La limite autorisée pour les prêts garantis par la province au 31 mars 2006 était de 3,8 milliards de dollars. Les encours de prêts garantis et les autres éventualités s'élevaient à 3,3 milliards de dollars au 31 mars 2006. Une provision de 504 millions de dollars, fondée sur une estimation de la perte probable découlant de garanties données en vertu du Programme de soutien aux étudiants, a été comptabilisée dans les États financiers consolidés du rapport annuel de 2005-2006 de la province.

LOGEMENT SOCIAL – ENTENTES D'ASSURANCE-PRÊTS

La province est tenue d'indemniser et de rembourser la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour tous frais nets, y compris tout passif environnemental résultant de défauts de paiement, dans le cadre de tous les projets de logement sans but lucratif faisant partie du portefeuille de la province. Au 31 mars 2006, les prêts hypothécaires en cours étaient de 8,6 milliards de dollars.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Les créances exigibles de la Couronne découlent de poursuites judiciaires, en cours ou éventuelles, relatives à des revendications territoriales présentées par des Autochtones, à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens, ou à des entreprises semblables. Au 31 mars 2006, il y avait 94 créances exigibles de la Couronne s'élevant à plus de 50 millions de dollars.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DU SANG

Les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada ont conclu une Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive avec la Société canadienne du sang et la Compagnie d'assurance captive de la Société canadienne du sang Limitée, une filiale appartenant entièrement à la Société canadienne du sang établie en vertu des lois de la Colombie-Britannique. Selon cette entente, chaque gouvernement indemnise, au prorata, cette compagnie d'assurance de tout paiement qu'elle est tenue de verser en vertu d'une police d'assurance tous risques liés au sang qu'elle fournit à la Société canadienne du sang. La police a un montant de garantie global de 750 millions de dollars, qui peut couvrir les règlements, les jugements et les coûts de défense. La police est excédentaire et complémentaire à une police d'assurance tous risques de 250 millions de dollars souscrite par la CBS Insurance Company Limited, une filiale de la Société canadienne du sang établie aux Bermudes. Compte tenu de la population actuelle, l'obligation potentielle maximale de l'Ontario en vertu de l'Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive se chiffre à environ 376 millions de dollars. À la connaissance du gouvernement de l'Ontario, il n'y a pas d'instance en cours qui pourrait entraîner une demande de règlement à l'égard de la province en vertu de l'Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive.

SECTION II : TABLEAUX ET GRAPHIQUES FINANCIERS

Les pages suivantes renferment des détails sur les finances de l'Ontario, qui incluent des données historiques et des projections à moyen terme.

Principaux tableaux :

- Plan et perspectives financières à moyen terme (2005-2006 à 2008-2009)
- Perspectives financières pour 2006-2007 – Variation en cours d'exercice
- Détails des revenus provinciaux (2002-2003 à 2006-2007)
- Détails des charges de fonctionnement provinciales, par ministère (2002-2003 à 2006-2007)
- Détails des dépenses liées à l'infrastructure (2005-2006 à 2006-2007)
- Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices (1997-1998 à 2006-2007)

Principaux graphiques :

- Composition des revenus (2006-2007)
- Composition des charges totales (2006-2007)
- Composition des charges de programmes (2006-2007)

**PLAN ET PERSPECTIVES FINANCIÈRES À MOYEN TERME
(EN MILLIARDS DE DOLLARS)**

TABLEAU 1

	Chiffres réels ¹	Perspectives ²		
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Revenus	84,2	87,0	90,0	93,2
Charges				
Programmes	74,9	78,8	81,2	83,1
Intérêt sur la dette	9,0	9,2	9,5	9,6
Total des charges	83,9	88,0	90,8	92,7
Excédent/(Déficit) avant la réserve	0,3	(0,9)	(0,7)	0,5
Réserve	–	1,0	1,5	1,5
Excédent/(Déficit)	0,3	(1,9)	(2,2)	(1,0)
Investissement dans les immobilisations	2,0	2,6	2,7	2,7
Dettes nettes³	141,9	145,3	149,1	151,5
Déficit accumulé³	109,2	111,1	113,3	114,4
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	538,4	554,5	574,8	601,6
Dettes nettes en pourcentage du PIB	26,4	26,2	25,9	25,2
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	20,3	20,0	19,7	19,0

¹ À compter de 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges au moyen de la consolidation « sur une seule ligne ».

² Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

³ La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles ainsi que de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES POUR 2006-2007 – VARIATION EN COURS D’EXERCICE **TABLEAU 2**
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	Plan budgétaire 2006-2007	Perspectives ¹ 2006-2007	Variation en cours d’exercice
Revenus	85 730	87 044	1 314
Charges			
Programmes	77 651	78 789	1 138
Intérêt sur la dette	9 429	9 204	(225)
Total des charges	87 080	87 993	913
Excédent/(Déficit) avant la réserve	(1 350)	(949)	401
Réserve	1 000	1 000	–
Excédent/(Déficit)	(2 350)	(1 949)	401

¹Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

REVENUS
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

TABLEAU 3

	2002- 2003	2003- 2004	2004- 2005	Chiffres réels 2005- 2006	Perspect. ¹ 2006- 2007
Revenus fiscaux					
Impôt sur le revenu des particuliers	18 195	18 301	19 320	21 041	22 321
Taxe de vente au détail	14 183	14 258	14 855	15 554	16 165
Impôt sur les sociétés	7 459	6 658	9 883	9 984	9 585
Impôt-santé des employeurs	3 589	3 753	3 886	4 197	4 299
Contribution-santé de l'Ontario	–	–	1 737	2 350	2 541
Taxe sur l'essence	2 306	2 264	2 277	2 281	2 303
Taxe sur les carburants	682	681	727	729	742
Taxe sur le tabac	1 183	1 350	1 453	1 379	1 405
Droits de cession immobilière	814	909	1 043	1 159	1 125
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	711	627	511	951	790
Autres taxes et impôts	429	347	283	292	283
	49 551	49 148	55 975	59 917	61 559
Gouvernement du Canada					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	7 346	7 345	–	–	–
Transfert canadien en matière de santé (TCS)	–	–	5 640	7 148	7 619
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) ²	–	–	2 912	3 324	3 420
Suppléments au titre du TCSPS	191	577	775	584	–
Logement social	525	528	522	520	530
Infrastructure	97	150	209	285	359
Fonds pour la réduction des temps d'attente	–	–	242	243	467
Fonds pour les appareils médicaux	–	192	387	194	–
Autres	735	1 101	1 195	953	1 643
	8 894	9 893	11 882	13 251	14 038
Revenus d'investissement dans les entreprises publiques					
Sociétés des loteries et des jeux de l'Ontario	2 288	2 106	1 992	2 027	1 743
Régie des alcools de l'Ontario	939	1 045	1 147	1 197	1 254
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	717	(17)	444	1 107	919
Autres	(2)	(64)	(5)	(23)	4
	3 942	3 070	3 578	4 308	3 920
Autres revenus non fiscaux					
Remboursements	1 111	1 206	1 241	1 295	1 358
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	889	1 000	997	1 021	1 027
Droits – permis de conduire et immatriculation des véhicules	982	985	976	763	1 021
Ventes d'électricité	635	510	610	779	988
Autres droits et permis	606	594	506	550	556
Revenus tirés des permis d'alcool	530	488	489	516	453
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	161	104	236	396	412
Ventes et locations	560	532	352	465	969
Redevances	304	248	278	191	243
Autres revenus non fiscaux	726	622	721	773	500
	6 504	6 289	6 406	6 749	7 527
Total des revenus	68 891	68 400	77 841	84 225	87 044

¹ Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

² Inclut les revenus supplémentaires du budget fédéral de 2005 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, qui se chiffrent à 272 millions de dollars en 2005-2006 et à 254 millions de dollars en 2006-2007.

CHARGES TOTALES
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

TABLEAU 4

Ministère	2002-	2003-	2004-	Ch. réels	Perspect. ¹
	2003	2004	2005	2005- 2006	2006- 2007
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	666	843	799	865	880
Aide unique extraordinaire	18	64	601	282	192
Procureur général	1 103	1 231	1 209	1 291	1 301
Commission de régie interne	146	196	145	150	169
Services à l'enfance et à la jeunesse	2 457	2 660	2 851	3 330	3 279
Affaires civiques et Immigration	55	55	64	93	91
Services sociaux et communautaires	5 844	5 990	6 379	6 737	7 070
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 713	1 704	1 749	1 767	1 887
Culture	373	327	344	475	366
Secrétariat du nouveau démocratique	–	–	2	2	10
Développement économique et Commerce	104	89	84	202	353
Éducation	345	352	368	418	446
Conseils scolaires ²	8 739	9 400	10 251	10 886	11 219
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	238	235	240	295	408
Énergie	190	169	194	207	242
Environnement	250	265	307	275	302
Bureaux du corps exécutif	20	24	19	19	19
Finances	1 082	1 229	1 067	1 034	1 167
Intérêt sur la dette	9 694	9 604	9 368	9 019	9 204
Fonds de réinvestissement communautaire/Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	622	651	626	714	731
Financement unique de transition du Fonds de réinvest. commun.	–	–	233	–	–
Fonds de prot. des consom. contre les augm. du prix de l'électricité	665	253	–	–	–
Achats d'électricité	786	797	840	803	988
Fonds de prévoyance	–	–	–	–	1 292
Services gouvernementaux	331	467	898	562	811
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	102	309	458	729	594
Santé et Soins de longue durée ³	14 758	16 232	17 572	17 722	18 687
Hôpitaux ^{2,3}	11 241	12 830	13 759	14 816	16 463
Promotion de la santé	175	204	241	296	363
Affaires intergouvernementales	9	6	13	10	9
Travail	123	117	129	141	150
Affaires municipales et Logement	656	635	772	928	693
Richesses naturelles	526	627	563	632	806
Développement du Nord et Mines	302	189	320	337	347
Office des affaires francophones	3	3	3	4	4
Renouvellement de l'infrastructure publique ⁴	93	(35)	41	107	120
Fonds de prévoyance	–	–	–	–	169
Recherche et Innovation	158	194	263	370	345
Secrétariat des Affaires autochtones	18	15	21	50	21
Tourisme	155	212	167	210	161
Formation, Collèges et Universités	2 473	2 834	3 316	3 529	3 876
Collèges ²	987	1 090	1 289	1 185	1 359
Transports	1 554	1 816	1 831	2 203	2 093
Transports-Action Ontario	–	–	–	1 232	6
Économies de fin d'exercice	–	–	–	–	(700)
Total des charges	68 774	73 883	79 396	83 927	87 993

¹ Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

² À compter de 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges au moyen de la consolidation « sur une seule ligne ». Les chiffres des exercices antérieurs à 2005-2006 ont trait aux subventions accordées à ces organismes et sont fournis à des fins de comparaison.

³ Les charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et des hôpitaux en 2003-2004 incluent 824 millions de dollars au titre des dépenses rattachées au SRAS et d'importantes dépenses en santé ponctuelles. Les chiffres de 2006-2007 tiennent compte de la nouvelle présentation des charges dans le secteur de la santé à laquelle on a procédé pour être uniforme avec les Comptes publics de 2005-2006. Cette nouvelle présentation n'a pas d'incidence sur les charges totales.

⁴ Les charges négatives découlent des redressements de consolidation, mettant en cause la Société immobilière de l'Ontario et les ministères, auxquels on a procédé pour faire état des dépenses nettes de l'exercice.

Nota : Les charges de 2002-2003 à 2004-2005 ont été redressées pour tenir compte de la restructuration des ministères qui s'est produite en 2005-2006. Ce redressement n'a pas d'incidence sur le total des charges ni sur l'excédent ou le déficit.

DÉPENSES LIÉES À L'INFRASTRUCTURE 2006-2007
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

TABLEAU 5

	Dépenses totales réelles liées à l'infrastructure 2005-2006	Perspectives 2006-2007 ¹		
		Investissement dans les immobilisations corporelles	Transferts et autres dépenses liés à l'infrastructure ²	Dépenses totales liées à l'infrastructure
Transports				
Transports en commun	1 541	546	547	1 093
Routes	1 237	1 295	116	1 411
Autres – transports	494	2	60	62
Santé				
Hôpitaux	296	305	–	305
Autres – santé	166	32	172	204
Éducation				
Conseils scolaires	949	–	1 110	1 110
Collèges	44	13	–	13
Universités	88	–	27	27
Eau/Environnement	342	10	226	236
Infrastructure municipale et locale ³	455	2	451	453
Justice	84	64	53	117
Autres	468	290	232	522
Total⁴	6 164	2 559	2 994	5 553

¹ Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

² Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités, en dépenses pour le service de la dette liée aux immobilisations des écoles et en dépenses pour la réparation et la réhabilitation d'écoles. Ces montants sont inclus dans les charges totales de la province au tableau 4.

³ Les investissements au titre de l'infrastructure municipale et locale des usines de filtration d'eau et d'épuration des eaux usées sont compris dans la catégorie Eau/Environnement.

⁴ Les charges totales englobent des transferts de 36 millions de dollars au poste des investissements dans les immobilisations (pour les routes provinciales), 208 millions de dollars en transferts et autres dépenses dans l'infrastructure (31 millions de dollars pour les transports, 26 millions de dollars pour l'eau et l'environnement, 150 millions de dollars pour l'infrastructure municipale et locale et 1 million de dollars dans d'autres éléments d'infrastructure).

PRINCIPALES STATISTIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES ÉTABLIES SUR DIX EXERCICES
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Opérations financières			
Revenus	52 782	56 050	65 042
Charges			
Programmes ³	48 019	49 036	53 347
Intérêt sur la dette	8 729	9 016	11 027
Total des charges ³	56 748	58 052	64 374
Excédent/(Déficit) avant la réserve	(3 966)	(2 002)	668
Réserve	–	–	–
Excédent/(Déficit)	(3 966)	(2 002)	668
Dettes nettes⁴	112 735	114 737	134 398
Déficit accumulé⁴	112 735	114 737	134 398
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	359 353	377 897	409 020
Revenu des particuliers	289 537	304 652	321 702
Population – juillet (en milliers)	11 228	11 367	11 506
Dettes nettes par habitant (en dollars)	10 041	10 094	11 681
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	25 787	26 801	27 959
Total des charges en pourcentage du PIB	15,8	15,4	15,7
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	16,5	16,1	17,0
Dettes nettes en pourcentage du PIB	31,4	30,4	32,9
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	31,4	30,4	32,9

¹ À compter de 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges au moyen de la consolidation « sur une seule ligne ». Le total des charges des exercices antérieurs à 2005-2006 n'a pas été redressé pour tenir compte de ce fait.

² Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

³ À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continueront à être comptabilisées à titre de charges au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics intégrés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale.

⁴ La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles et de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, les actifs totaux, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit. Pour l'exercice 2005-2006, la variation du déficit accumulé découle, entre autres, des actifs d'ouverture nets combinés des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges qui ont été pris en compte lors de la consolidation de ces organismes parapublics.

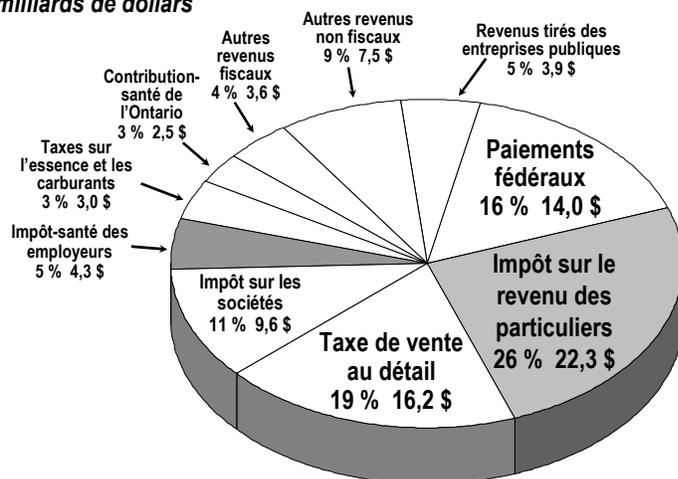
Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

TABLEAU 6

2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	Chiffres réels ¹ 2005-2006	Perspect. ² 2006-2007
66 294	66 534	68 891	68 400	77 841	84 225	87 044
53 519	55 822	59 080	64 279	70 028	74 908	78 789
10 873	10 337	9 694	9 604	9 368	9 019	9 204
64 392	66 159	68 774	73 883	79 396	83 927	87 993
1 902	375	117	(5 483)	(1 555)	298	(949)
–	–	–	–	–	–	1 000
1 902	375	117	(5 483)	(1 555)	298	(1 949)
132 496	132 121	132 647	138 557	140 921	141 928	145 345
132 496	132 121	118 705	124 188	125 743	109 155	111 104
440 759	453 701	477 528	491 859	517 306	538 386	554 529
347 653	361 187	370 418	383 197	400 287	419 230	438 685
11 685	11 898	12 102	12 260	12 407	12 541	12 696
11 339	11 104	10 961	11 302	11 358	11 317	11 448
29 752	30 357	30 608	31 256	32 263	33 429	34 553
14,6	14,6	14,4	15,0	15,3	15,6	15,9
16,4	15,5	14,1	14,0	12,0	10,7	10,6
30,1	29,1	27,8	28,2	27,2	26,4	26,2
30,1	29,1	24,9	25,2	24,3	20,3	20,0

Composition des revenus 2006-2007

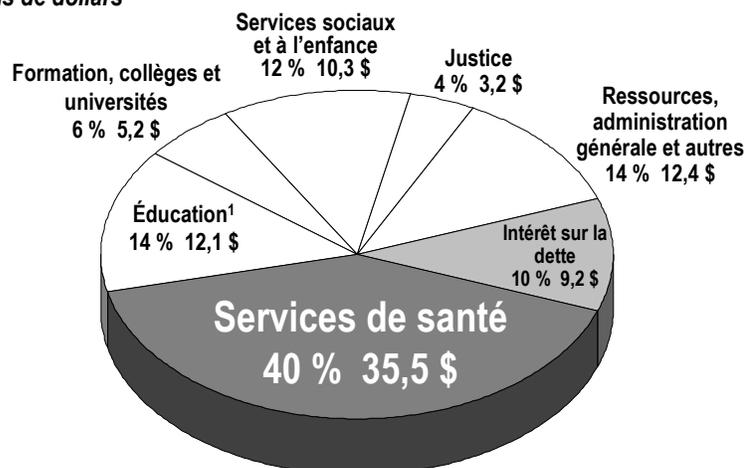
En milliards de dollars



Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.
Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

Composition des charges totales 2006-2007

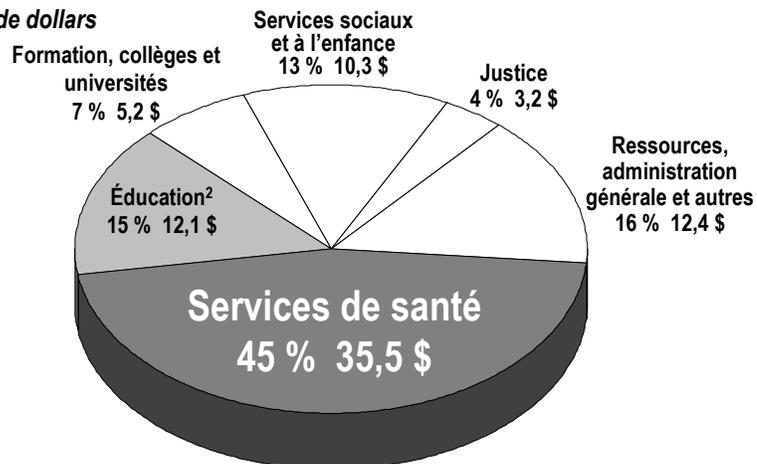
En milliards de dollars



¹ Y compris le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.
Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.
Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

Composition des charges de programmes¹ 2006-2007

En milliards de dollars



¹ Les charges de programmes représentent le total des charges moins l'intérêt sur la dette.

² Y compris le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

● Prévisions financières du deuxième trimestre au 30 septembre 2006.

